I. A. Hristoforov, Sud'ba reformy : Russkoe krest' janstvo v pravitel'stvennoj politike do i posle otmeny krespostnogo prava (1830–1890-e gg.)

*I. A. Hristoforov, Le destin de la réforme : la paysannerie russe dans la politique
gouvernementale avant et après l'abolition du servage, des années 1830 aux
années 1890*

Michel Tissier

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/8055>

DOI : 10.4000/monderusse.8055

ISSN : 1777-5388

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2014

Pagination : 388-392

ISBN : 978-2-7132-2441-6

ISSN : 1252-6576

Référence électronique

Michel Tissier, « I. A. Hristoforov, Sud'ba reformy : Russkoe krest'janstvo v pravitel'stvennoj politike do i posle otmeny krespostnogo prava (1830–1890-e gg.) », *Cahiers du monde russe* [En ligne], 55/3-4 | 2014, mis en ligne le 13 avril 2015, Consulté le 25 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/8055> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/monderusse.8055>

Ce document a été généré automatiquement le 25 septembre 2020.

© École des hautes études en sciences sociales

I. A. Hristoforov, Sud'ba reformy : Russkoe krest'janstvo v pravitel' 'stvennoj politike do i posle otmeny krespostnogo prava (1830–1890-e gg.)

I. A. Hristoforov, Le destin de la réforme : la paysannerie russe dans la politique gouvernementale avant et après l'abolition du servage, des années 1830 aux années 1890

Michel Tissier

RÉFÉRENCE

I. A. HRISTOFOROV, *Sud'ba reformy : Russkoe krest'janstvo v pravitel'stvennoj politike do i posle otmeny krespostnogo prava (1830–1890-e gg.)*, [Le destin de la réforme : la paysannerie russe dans la politique gouvernementale avant et après l'abolition du servage, des années 1830 aux années 1890], Moskva : Sobranie, 2011, 367 p.

- 1 « Le destin de la réforme » est le grand sujet de ce livre qui propose une relecture subtile et stimulante de l'histoire du dix-neuvième siècle russe, dépassant même les bornes chronologiques indiquées dans le sous-titre (« La paysannerie russe dans la politique gouvernementale avant et après l'abolition du servage, des années 1830 aux années 1890 »). S'il y a une chose à regretter à propos de cet ouvrage, publié en 2011, mentionnons-la d'emblée : à notre connaissance, aucune bibliothèque française ne le possède et, avec un tirage initial de huit cents exemplaires, il est déjà devenu difficile de le trouver en Russie. Il faut souhaiter qu'une nouvelle édition, ou bien une traduction dans une langue occidentale, ou les deux à la fois, puissent le rendre accessible à un public plus large et faire connaître les analyses qu'il contient. Le livre

précédent d'Igor Hristoforov, tiré de sa thèse, avait déjà renouvelé de façon importante la connaissance de cette période cruciale dans l'histoire moderne de la Russie en caractérisant, par l'étude précise de ses acteurs et de leurs relations, l'opposition dite « aristocratique » aux grandes réformes telles qu'elles furent menées, entre la fin des années 1850 et le milieu des années 1870¹. La forme de ce second ouvrage est plus libre, moins contrainte par les standards universitaires. Par certains côtés il s'agit d'un essai, mais dire cela n'est pas le taxer d'impressionnisme ou sous-estimer l'exceptionnelle maîtrise que l'auteur a du massif documentaire, immense, légué par les administrations tsaristes et les principaux protagonistes de la « réforme paysanne » au dix-neuvième siècle. L'ouvrage alterne passages de synthèse – qui par exemple racontent en quelques pages la préparation de l'abolition du servage proclamée en 1861 (p. 103-107) –, et analyses approfondies qui s'appuient sur une discussion originale des sources. Enfin non seulement l'auteur peut faire figure d'« héritier » d'une historiographie russe et soviétique dont l'étude des réformes au dix-neuvième siècle fut un point fort incontesté (citons N.M. Družinin, P.A. Zajončkovskij ou L.G. Zaharova, dont Igor Hristoforov fut l'élève), mais il se distingue également par sa familiarité avec les travaux marquants des historiens étrangers, nord-américains surtout, qu'il présente et discute constamment. Tout cela fait de son livre un travail rare, dont la lecture, pour exigeante qu'elle soit, peut être recommandée à quiconque s'intéresse à l'histoire de la Russie contemporaine, au-delà du seul dix-neuvième siècle.

- 2 Ce que cet ouvrage n'est pas, et l'auteur s'en explique au début du premier chapitre (p. 19-20), c'est une étude des « pratiques réelles d'interaction entre le pouvoir et les communautés paysannes » parce que, dit-il, une telle étude n'est possible qu'à un niveau « micro », c'est-à-dire par l'analyse de quelques communes paysannes localisées, vues « d'en bas ». Le livre se nourrit assurément des quelques travaux qui ont tenté d'analyser les choses à ce niveau. Il retient cependant une autre perspective, attentive aux phénomènes « macro », même si, comme on le verra plus loin, l'opposition postulée entre ces deux niveaux n'est peut-être pas des plus adéquates.
- 3 Dans la présentation d'Igor Hristoforov, le niveau dit « macro » correspond en tout cas aux choses vues, dites et décidées essentiellement dans la capitale de l'empire, parce que « le cours politique et la stratégie des réformes étaient formés à Saint-Petersbourg, et les occupants des chancelleries pétersbourgeoises étaient guidés par leurs propres représentations de la réalité » (p. 20). Le fil conducteur de l'ouvrage réside précisément dans cette expression, « représentations de la réalité », que l'auteur applique, dans l'ordre chronologique et en quatre longs chapitres, à plusieurs générations de bureaucrates tsaristes de premier plan et à quelques personnalités indépendantes, de M.M. Speranskij et P.D. Kiselëv à D.A. Tolstoï et A.D. Pazuhin, en passant par N.A. Miljutin et Ju.F. Samarin. Le livre décortique donc et expose leur pensée des réformes à mener, dans la vie des campagnes russes, mais en restant toujours attentif à ce que ces personnalités avaient hérité de leurs devanciers, au moins depuis le règne de Catherine II, et à ce qu'ils légèrent à leurs successeurs, jusqu'à Stolypin. La signification que l'auteur donne à ces « représentations de la réalité » est ample et complexe, car il ne se limite pas à identifier les principes et doctrines que ces hommes éduqués, généralement au fait des théories économiques et des philosophies de l'histoire de leur temps, pouvaient professer avec plus ou moins de profondeur et de constance. En effet il est également question d'étudier la façon dont ces hommes envisageaient la possibilité d'agir sur la réalité, dans les campagnes, et donc de

présenter les instruments et les mesures retenus pour appliquer les principes et faire prévaloir les objectifs qu'ils jugeaient devoir être poursuivis.

- 4 Mais quel était au juste l'objectif de ces politiques ? L'auteur insiste sur la diversité des conceptions développées par les uns et les autres sur ce qui était ou aurait été bon pour « les paysans », « le peuple », et même sur les contradictions, ou au moins les hésitations, qui pouvaient exister chez chacun des protagonistes étudiés. D'une certaine façon, en choisissant d'examiner les « représentations de la réalité » des acteurs, Igor Hristoforov rompt, mais sans tambours ni trompettes, avec une orientation qui avait marqué les travaux de ses devanciers à lui, à savoir expliquer les « causes » de la fin du servage en Russie et de son abolition proclamée par Alexandre II en 1861. L'abolition du servage ne fut qu'une étape dans un processus, commencé bien avant 1861 et poursuivi bien après. Cependant l'auteur attribue toujours une portée décisive aux mesures promulguées à ce moment-là. C'est que « l'émancipation » proclamée eut une dimension idéologique capitale, fermant durablement certaines pistes qui étaient en discussion auparavant, consacrant le rôle de la commune paysanne, à la fois pour les interactions entre ses membres et vis-à-vis des anciens seigneurs et du trésor public, et enfin engageant la procédure dite de rachat des lots paysans. Cette dernière est présentée ici comme une façon de déguiser en rachat de terres, dont rien ne permettait une estimation réaliste, le rachat par les paysans de leur liberté personnelle, et donc comme un dédommagement du préjudice subi par les anciens propriétaires qui perdaient une main-d'œuvre forcée (p. 121).
- 5 Cette attention à la chronologie des réformes et tentatives de réformes, ainsi qu'à leurs effets, ou à leur absence d'effets, organise le déroulement de l'argumentation. Le premier chapitre explore les « sources de la réforme ». Dans la première moitié du dix-neuvième siècle, un certain nombre de traits caractéristiques des campagnes russes sont de plus en plus lus à la lumière des théories économiques et des modèles administratifs élaborés dans l'Europe de l'époque, dans un esprit rationaliste typique. Cela ne va pas sans discussions sur la légitimité et l'efficacité potentielle d'un interventionnisme croissant du gouvernement dans la vie des campagnes et dans les relations entre paysans et maîtres. Le deuxième et le troisième chapitres manifestent tous deux la perspective de l'auteur qui fait de l'abolition du servage non pas l'aboutissement de la réforme paysanne, mais son pivot. Il étudie ainsi d'abord les « aspects idéologiques et techniques de l'abolition du servage dans les plans des réformateurs » (chapitre 2), en montrant qu'au cœur des discussions se trouve la relation à établir entre l'histoire de la paysannerie russe et son développement futur, à l'aune des idées libérales sur la supériorité de la propriété privée – fallait-il chercher à faire des paysans désormais libres des « paysans propriétaires » ? – mais aussi au moment où la prolétarianisation des masses est vue comme un danger social et politique croissant. Le chapitre 3 étudie alors les conséquences de la réforme telle qu'elle a été menée, dans les représentations de ceux qui l'ont façonnée ou combattue, dans le rôle tenu par les différents organes de contrôle de la paysannerie, et dans les nouvelles luttes politiques engendrées par les arbitrages gouvernementaux. Enfin, le chapitre 4 explore les métamorphoses de la « question paysanne » à travers les débats dans la presse et au sein des milieux dirigeants, entre la fin des années 1870 et le début des années 1890. C'est l'époque du passage aux « contre-réformes » d'Alexandre III, un moment que l'auteur caractérise comme une tentative de stabilisation autoritaire, anti-individualiste, au caractère utopique dans la mesure où elle se fondait sur une pétrification de « traditions » paysannes qui résultaient elles-mêmes des effets de la

réforme antérieure, et sur un rejet de principe, sans moyens d'intervention véritable, des évolutions vécues dans les campagnes à la fin du dix-neuvième siècle.

- 6 Tous les chapitres mêlent plusieurs niveaux d'analyse, relatifs aux développements idéologiques, aux constructions institutionnelles découlant des réformes menées, ainsi qu'à ce que l'auteur appelle « l'infrastructure nécessaire pour le contrôle quotidien et pour les réformes de long terme » (p. 18). Le découpage chronologique proposé n'empêche pas que l'auteur identifie plusieurs facteurs structurants de longue portée, qui occupent une place essentielle dans son effort pour expliquer à la fois les formes prises par le processus réformateur, et ce que l'on peut appeler ses impasses, ou encore la résistance de la « réalité » que toutes les représentations présentées prenaient pour objet mais échouaient à saisir et, surtout, à contrôler.
- 7 Un premier facteur à prendre en compte est justement la formation de ce que l'auteur appelle deux paradigmes réformateurs, tous les deux marqués par les débats européens à la charnière entre dix-huitième et dix-neuvième siècles. Un premier pôle, « rationaliste », établissait une forme de confiance dans la capacité de l'État et de son administration à connaître « la réalité », à lancer des réformes et impulser les changements souhaitables, au moyen d'instruments modernes dont le livre suit les tentatives d'application en Russie. Il s'agissait du repérage topographique, de l'arpentage, de l'établissement des droits de propriété et de leur enregistrement par le cadastrage, de la réflexion sur la fiscalité et sur les modalités, légitimes et efficaces, d'imposition de la population dans ses différentes composantes (les ordres), ou encore de la construction d'un appareil statistique. Un second pôle, que l'auteur qualifie de « romantique », sans se définir contre le développement de ces outils, appréhendait la réalité russe comme spécifique et insistait sur les dangers d'un interventionnisme et d'un dirigisme manifestant méconnaissance de la vie paysanne et défiance à son égard. Le livre suit cette opposition tout au long du dix-neuvième siècle, en montrant qu'elle put même être appropriée différemment par les mêmes acteurs « selon les situations » (p. 178, 352). L'auteur minimise de la sorte d'autres oppositions binaires qui ont jusqu'à tenu lieu de catégories explicatives dans l'historiographie, entre défenseurs et adversaires du servage, « libéraux » et « conservateurs », « occidentalistes » et « slavophiles ». Il insiste en particulier sur le fait que certaines de ces catégories, appliquées aux principaux membres des Commissions de rédaction ayant élaboré la réforme de 1861, ne permettent pas de définir des camps ou même des factions pour synthétiser les arguments échangés et surtout les positions prises par les uns et les autres. L'exemple principal en est le rôle tenu par N.A. Miljutin et Ju.F. Samarin, au moment de s'accorder sur un texte qui fut un compromis (p. 176), précisément fondé sur la recherche d'un équilibre entre retenue et intervention, de la part du gouvernement, dans la vie des campagnes et dans les relations entre les paysans et leurs anciens maîtres.
- 8 Le second facteur de longue portée repéré par l'auteur se situe sur un autre plan. Il concerne justement ces instruments de rationalisation mentionnés plus haut, mais en ce qu'ils furent appliqués, ou plutôt en ce qu'ils ne le furent pas ou pas assez, à la réalité des campagnes. C'est ce que l'auteur appelle « l'infrastructure », dont la faiblesse et l'inadéquation pratiquement constantes furent justement décisives selon lui. Le livre montre le décalage entre les velléités de développer cette infrastructure dans les campagnes et les moyens accordés et déployés. À l'opposé d'une vision exaltant la toute-puissance gouvernementale, l'appareil réformateur apparaît continûment

démuni, et les bureaucrates et dignitaires qui furent successivement chargés de le faire fonctionner, chroniquement divisés. Cependant l'auteur a choisi de ne pas se pencher en détail sur la période courant de la fin des années 1890 jusqu'à la révolution de 1905-1906, avant le passage à une expérience d'intervention étatique dans les campagnes, inédite dans son ampleur, lancée par Stolypin. D'après lui, les changements dans les pratiques administratives à cette période, découlant de l'introduction des « chefs ruraux » (zemskie načal'niki) en 1889, ne furent pas « ressentis dans la capitale » (p. 13-14), ce qui ne correspond pas à ce que l'on sait des fortes critiques adressées à cette nouvelle institution par les publicistes, et aux interrogations, dans l'administration, sur le recrutement et la formation de ces responsables. En général, si l'action menée au niveau « macro », tel que l'auteur l'a défini, n'avait guère de prise sur la vie des campagnes, alors ce niveau était-il autre chose qu'un microcosme, dont les divisions ne cessent d'ailleurs d'étonner, et qui ne saurait être pertinemment étudié qu'à un autre niveau « micro » ? C'est parfois le sentiment que l'on a à la lecture de ce livre, mais celui-ci est si riche qu'il constitue, paradoxalement, une incitation puissante à chercher de nouvelles manières de rendre compte des interactions entre représentants du pouvoir et masses rurales, en retraçant notamment les développements, aussi erratiques qu'ils aient été, de cette « infrastructure » que le travail d'Igor Hristoforov fait voir sous un jour nouveau.

NOTES

1. Voir la recension qu'en avait faite ici même Wladimir Berelowitch, *Cahiers du Monde russe*, 45 (3-4), 2004, p. 648-651 (disponible en ligne : <http://monderusse.revues.org/4183>).
-

AUTEURS

MICHEL TISSIER

Université Rennes 2–CERHIO (UMR 6258 CNRS)